



Les grands titres:

- Ban Ki-moon : « nous sommes la dernière génération qui peut ralentir le réchauffement de la planète »
- L'ONU est inquiète pour la liberté d'expression en Egypte
- Journée pour l'abolition de l'esclavage : des millions de personnes soumises au travail forcé - ONU
- Le chef des opérations de maintien de la paix en Côte d'Ivoire pour évaluer les progrès accomplis
- Cambodge : le HCR appelle à ne pas expulser des demandeurs d'asile vers le Viet Nam
- Iraq : l'ONU salue un accord sur le pétrole entre le gouvernement fédéral et le Kurdistan
- Kenya : l'ONU condamne une attaque meurtrière dans la ville de Mandera
- Ebola : le Fonds fiduciaire de solidarité africain octroie 1,5 million de dollars à la FAO pour les pays touchés
- L'ONU appelle à de nouveaux efforts contre les groupes armés dans la région des Grands Lacs d'Afrique
- Ban Ki-moon nomme une Américaine comme Représentante spéciale adjointe pour l'Iraq

Ban Ki-moon : « nous sommes la dernière génération qui peut ralentir le réchauffement de la planète »



Le changement climatique entraîne des déplacements croissants en Afrique, où des régions sont ravagées par la sécheresse.
Photo UNHCR/B. Bannon

2 décembre - A l'occasion d'un discours devant des étudiants de l'Université de Harvard, à Boston, aux Etats-Unis, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a une nouvelle fois plaidé mardi en faveur d'efforts accrus pour éradiquer la pauvreté et ralentir le réchauffement de la planète.

« Nous sommes la première génération qui peut mettre fin à la pauvreté. Nous sommes aussi la dernière génération qui peut ralentir le réchauffement mondial avant qu'il ne soit trop tard », a dit M. Ban.

« Nous avons besoin que tous les pays s'efforcent ensemble d'arriver à un nouvel accord sur le climat l'an prochain à Paris », a-t-il ajouté. « Il faut que les gens à titre individuel contribuent également à travers les choix qu'ils font, dans les bureaux de vote aussi bien que dans les épiceries ».

Le Secrétaire général a estimé que « le monde des affaires et de la finance ont aussi un rôle clé à jouer. » « Un nombre croissant d'entreprises s'expriment en faveur de la tarification du carbone », a-t-il noté, encourageant l'Université de Harvard à également participer à « avenir plus sûr, plus sain et faible en carbone. »

Le Secrétaire général se trouvait à Boston pour recevoir le Prix humanitaire de l'année qui lui a été décerné par la Fondation Harvard. Le chef de l'ONU a accepté ce prix au nom « des employés de l'ONU courageux et dévoués qui viennent en aide aux gens à travers le monde. » Il a également salué le travail de la chef de l'humanitaire de l'ONU, Valerie Amos, qui a annoncé la semaine dernière qu'elle allait quitter son poste.

Dans son discours, le Secrétaire général a également évoqué la menace que constituent les armes nucléaires et les crises qui frappent la Syrie et l'Iraq, ainsi que le Soudan du Sud, la République centrafricaine et le Nigéria.



Il a aussi parlé de l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest, qui frappe tout particulièrement la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone. « Nous manquons toujours de ressources », a-t-il rappelé devant les étudiants.

Il s'est félicité des efforts des chercheurs de Harvard « qui ont aidé le monde à comprendre le virus ». « Je vous demande de continuer vos efforts de recherche pour comprendre ce virus », a-t-il ajouté.

L'ONU est inquiète pour la liberté d'expression en Egypte



Une manifestation au Caire en juillet 2013. Photo : Centre des nouvelles de l'ONU

2 décembre - Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) s'est dit mardi profondément préoccupé par un certain nombre de développements récents en Egypte et leur impact sur la liberté d'expression, d'association et de réunion.

« Nous sommes également préoccupés par l'absence de poursuites pour les violations des droits humains commises par les forces de sécurité dans le contexte de manifestations », a ajouté le porte-parole du HCDH, Rupert Colville, lors d'une conférence de presse à Genève.

Au moins cinq personnes, dont deux agents de sécurité, auraient été tuées dans des affrontements entre manifestants et forces de sécurité lors de manifestations au cours du

week-end.

« Les autorités doivent s'assurer que les forces de sécurité n'aient pas recours à un usage excessif de la force et que des enquêtes rapides, approfondies et indépendantes soient menées sur toutes les violations des droits humains commises dans le cadre de manifestations, y compris celles qui ont abouti à des décès », a dit M. Colville. « Les manifestants, pour leur part, devraient exercer leur droit de réunion d'une manière pacifique. La polarisation croissante de la société égyptienne est très alarmante et nous exhortons toutes les parties à entamer un dialogue national. »

La semaine dernière, 78 adolescents ont été condamnés à des peines allant de deux à cinq ans de prison pour avoir participé à des manifestations non autorisées, faire partie des Frères musulmans, avoir appelé à la chute du régime, avoir bloqué des routes et « avoir propagé la peur parmi les habitants » à Alexandrie. « Nous exhortons le gouvernement à libérer immédiatement tous ceux qui ont été détenus pour avoir exercé de manière légitime leur droit à se réunir de manière pacifique et leur droit à la liberté d'association et d'expression », a déclaré le porte-parole du HCDH.

Le HCDH s'est également dit préoccupé par l'utilisation de tribunaux militaires pour juger des civils. Au moins 16 civils auraient été jugés par des tribunaux militaires depuis que le Président égyptien Al-Sissi a publié un décret en octobre qui permet à l'armée de protéger, aux côtés de la police, les « installations critiques et sensibles », qui incluent les réseaux électriques, les champs de gaz et de pétrole, les lignes ferroviaires, les réseaux routiers et les ponts.

« Les tribunaux militaires ne respectent pas en général les normes internationales en matière de procédure régulière et nous exhortons les autorités égyptiennes à mettre un terme aux procès de civils devant des tribunaux militaires », a dit M. Colville.

Journée pour l'abolition de l'esclavage : des millions de personnes soumises au travail forcé - ONU



Plus de 11 millions de femmes dans le monde sont victimes de l'esclavage moderne ou la servitude. Photo: OIT

2 décembre - A l'occasion de la Journée internationale pour l'abolition de l'esclavage, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a rappelé mardi que plus de 18 millions d'êtres humains dans le monde sont soumis au travail forcé, selon les estimations de l'ONU.

« Chaque jour, des femmes sont victimes de la traite, vendues, enfermées dans des maisons de tolérance. Chaque jour, des filles très jeunes sont mariées de force. Certaines sont victimes de violences sexuelles, d'autres sont exploitées en tant qu'employées de maison », a affirmé M. Ban dans son message pour la journée.

« Vingt-cinq ans après l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant, des garçons et des filles travaillent encore

dans des conditions effroyables. Des hommes séparés de leur famille sont captifs, forcés de travailler dans des usines clandestines pour des salaires dérisoires qui ne leur permettront probablement jamais de rembourser leurs dettes », a-t-il ajouté.

Au XIXe siècle, la communauté internationale s'était mobilisée pour dénoncer l'outrage à notre humanité commune qu'est l'esclavage, a rappelé le chef de l'ONU. « Aujourd'hui, les États, la société civile et le secteur privé doivent s'unir pour en éliminer tous les avatars, y compris le travail forcé. »

Pour M. Ban, il y a des raisons d'être optimiste. Kailashi Satyarth, qui lutte depuis des années contre la servitude des enfants, a reçu cette année le prix Nobel de la paix, qui a donné un coup de projecteur sur son combat. La semaine pour l'élimination de l'esclavage des enfants, qui vient de s'achever, a attiré l'attention sur cette atteinte persistante aux droits de l'homme.

Beaucoup ont été confortés dans leur détermination à abolir ces pratiques barbares cette année grâce à la première célébration de la Journée mondiale de la lutte contre la traite des êtres humains, observée le 30 juillet, et au renforcement des dispositions du droit international relatives au travail forcé.

« Il faut néanmoins aller beaucoup plus loin », a souligné le Secrétaire général. « Je demande instamment aux États Membres, aux entreprises, aux fondations et aux autres donateurs de soutenir le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage afin que la société civile puisse mener à bien des projets essentiels de réinsertion des victimes et de réparation. Nous avons également besoin de stratégies intelligentes, de législations nationales efficaces et d'une volonté affirmée de coordonner la lutte contre ce crime ».

« J'exhorte tous les États à ratifier et à appliquer les instruments du droit international – en particulier le nouveau protocole de l'Organisation internationale du travail (OIT), qui vise à renforcer les mesures prises au niveau mondial pour éliminer le travail forcé. Ensemble, faisons tout notre possible pour les millions de personnes qui, dans le monde entier, vivent en esclavage et sont privées de leurs droits fondamentaux et de leur dignité », a-t-il ajouté.

Selon un groupe d'experts des droits de l'homme des Nations Unies, il faut également rappeler que le travail des enfants, qui concerne plus de 168 millions d'enfants dans le monde et qui sont souvent contraints de travailler dans des conditions difficiles et dangereuses, s'assimile souvent à des formes d'esclavage.

« Des millions d'enfants sont privés d'enfance puisqu'ils sont victimes de travail forcé ou d'exploitation sexuelle. Pour combattre ce fléau, nous devons renforcer les systèmes de protection des enfants afin de réduire les facteurs de risque et d'identifier au plus vite les victimes pour pouvoir les aider », a expliqué la Rapporteuse Spéciale de l'ONU sur la vente et la prostitution des enfants, Maud de Boer-Buquicchio.

Le chef des opérations de maintien de la paix en Côte d'Ivoire pour évaluer les progrès accomplis



Désarmement volontaire à Abobo, en Côte d'Ivoire. Photo ONUCI/Macline Hien

2 décembre - Le chef des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, Hervé Ladsous, a effectué une visite de travail d'un jour à Abidjan, lundi 1er décembre 2014, pour rencontrer les autorités civiles et militaires ivoiriennes et prendre la mesure des progrès accomplis.

M. Ladsous s'est entretenu avec le Premier ministre ivoirien, Daniel Kablan Duncan, et plusieurs ministres, ainsi qu'avec le Président de la Commission électorale indépendante (CEI), Youssouf Bakayoko, et le Chef d'état-major général des Forces Républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI), le général Soumaïla Bakayoko.

« Il s'agissait, pour le Chef du Département des opérations de maintien de la paix (DOMP), de discuter d'un certain nombre de dossiers relatifs au processus électoral et d'examiner les questions liées aux réformes du secteur de la sécurité, au processus de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR), et ce, à moins d'un an de la tenue de l'élection présidentielle d'octobre 2015 », a souligné l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) dans un communiqué de presse.

« Nous allons continuer à travailler avec nos partenaires en apportant le plus d'appuis possibles au processus électoral », a dit M. Ladsous à la presse.

Concernant les diverses formes d'appui que l'ONUCI peut apporter au processus électoral, M. Ladsous a mentionné les missions de bons offices de la Représentante spéciale auprès des acteurs politiques, la contribution de la Mission onusienne à la sécurisation des populations et du pays aux côtés des forces de défense et de sécurité ivoiriennes, ainsi que l'accompagnement, au niveau logistique.

« Je vois bien tous les progrès accomplis en terme de développement économique et l'activité que l'on voit partout à Abidjan; je crois que c'est du bon travail. Même s'il y a eu ici et là des accidents de parcours, le gouvernement a agi avec détermination », a-t-il soutenu.

S'agissant des questions liées aux réformes du secteur de la sécurité, au processus de DDR, il a estimé que ce processus devait être mené à son terme, suffisamment à temps pour que cela ne pèse pas sur le scrutin d'octobre 2015.

Cambodge : le HCR appelle à ne pas expulser des demandeurs d'asile vers le Viet Nam



2 décembre - Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a exprimé mardi sa préoccupation face aux informations selon lesquelles la police cambodgienne cherche 13 personnes de la minorité indigène des Montagnards pour les expulser au Viet Nam, d'où ils sont originaires.

« Les individus seraient cachés dans une province frontalière du nord-est du Cambodge après avoir quitté le Viet Nam au cours des dernières semaines. Le groupe avait indiqué qu'ils souhaitaient demander l'asile au Cambodge », a expliqué un porte-parole du HCR,

Adrian Edwards, lors d'une conférence de presse à Genève.

Depuis la création de son Service des réfugiés en 2009, le gouvernement cambodgien a été chargé de recevoir et statuer sur les demandes d'asile. Le HCR et le Bureau du Haut-Commissaire aux droits de l'homme ont demandé au gouvernement cambodgien de garantir que la demande d'asile des 13 individus soit examinée conformément aux règles en vigueur.

Le retour involontaire et forcé des personnes vers le Viet Nam constituerait une violation des obligations du gouvernement du Cambodge en vertu des instruments juridiques auquel le pays a adhéré de façon volontaire.

Iraq : l'ONU salue un accord sur le pétrole entre le gouvernement fédéral et le Kurdistan



2 décembre - Le chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Iraq (MANUI), Nickolay Mladenov, a salué mardi un accord conclu entre le gouvernement de l'Iraq et le gouvernement régional du Kurdistan sur les questions liées aux exportations de pétrole et le budget.

« Je salue cet accord et j'espère qu'il sera mis en œuvre le plus rapidement possible, y compris concernant les exportations de pétrole en provenance des sites pétroliers de Kirkouk et de KR-I, ainsi que la contribution de l'Etat iraquien au budget de la région,

notamment le paiement des salaires des forces kurdes connues sous le nom de Peshmergas », a déclaré M. Mladenov dans un communiqué de presse.

M. Mladenov a félicité le Premier ministre iraquien et le Premier ministre de la région du Kurdistan pour leur « leadership et leur esprit de compromis » et a souligné l'importance du « dialogue direct et franc » pour arriver à cet accord qui sert les intérêts de l'Iraq et du peuple iraquien.

Le chef de la MANUI a exhorté tous les dirigeants iraquiens à continuer à faire preuve d'unité et d'esprit de compromis pour surmonter les défis actuels, dont l'adoption du budget au niveau fédéral de 2015, et avancer sur la voie de la réconciliation

nationale et de la restauration de la confiance entre les communautés iraqiennes.

Kenya : l'ONU condamne une attaque meurtrière dans la ville de Mandera



Nairobi, capitale du Kenya. Photo: ONU-Habitat/Nathan Kihara

2 décembre - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a condamné mardi une attaque contre des civils à Mandera, dans le nord-est du Kenya, qui aurait tué au moins trente-six personnes.

« M. Ban a présenté ses condoléances aux familles des victimes ainsi qu'au peuple et au gouvernement du Kenya », a indiqué le porte-parole du Secrétaire général dans un communiqué de presse.

Le chef de l'ONU a appelé les autorités kenyanes à tout faire pour appréhender au plus vite les auteurs de l'attaque et de les traduire en justice.

Il a également réaffirmé le soutien des Nations Unies aux efforts du Kenya pour combattre le terrorisme et pour assurer la sécurité de la population conformément au droit international et aux obligations du Kenya en matière de respect des droits de l'homme.

Ebola : le Fonds fiduciaire de solidarité africain octroie 1,5 million de dollars à la FAO pour les pays touchés



2 décembre - La Guinée, le Libéria et la Sierra Leone, les pays les plus touchés par l'épidémie d'Ebola, recevront chacun un demi-million de dollars pour réduire l'impact potentiellement dévastateur de cette maladie sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des agriculteurs et des autres habitants des zones rurales, a annoncé mardi l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Au total, 1,5 million de dollars, accordés par le Fonds fiduciaire de solidarité africain, financeront les initiatives récemment lancées par la FAO dans le cadre de son Programme d'intervention régional pour soutenir l'agriculture et la sécurité alimentaire face à la menace du virus Ebola en Afrique de l'Ouest.

Les fonds devront être dépensés sur une période de douze mois pour aider 7.500 ménages, soit quelque 45.000 bénéficiaires, dans les trois pays cibles, a précisé la FAO dans un communiqué de presse.

Les activités comprennent la mobilisation sociale et la formation pour stopper la propagation de la maladie, le renforcement des systèmes d'épargne et de prêt, notamment en faveur des femmes, et la fourniture d'intrants agricoles pour aider les familles rurales à préserver leurs revenus et moyens d'existence.

Cette subvention fait partie de trois accords passés mardi avec la FAO et aux termes desquels le Fonds fiduciaire de solidarité africain s'engage à financer à hauteur de 6,5 millions de dollars des initiatives d'envergure de l'Organisation sur le continent africain, notamment en faveur de l'emploi des jeunes dans les zones rurales et la coopération Sud-Sud.

« Les fonds alloués aujourd'hui illustrent la détermination des pays africains à s'aider mutuellement non seulement dans les situations d'urgence comme c'est le cas actuellement du fait de la crise de l'Ebola mais aussi pour garantir la croissance et la prospérité futures de leur continent », a déclaré le Directeur général de la FAO, José Graziano da Silva.

Le Fonds fiduciaire de solidarité africain a été lancé en 2013 en tant qu'initiative unique proprement africaine visant à l'amélioration de l'agriculture et de la sécurité alimentaire à travers le continent. Il a bénéficié des contributions de la Guinée équatoriale (30 millions de dollars) et de l'Angola (10 millions de dollars) ainsi que d'une contribution symbolique des organisations de la société civile de la République du Congo.

Depuis sa création, le Fonds a déjà financé des projets dans 30 pays, relatifs notamment au renforcement de la résilience des

communautés rurales touchées par des conflits, à l'atténuation de la pauvreté rurale grâce à des possibilités d'emploi pour les jeunes et au renforcement des meilleures pratiques pour accroître la production agricole et animale.

Administré par la FAO en partenariat avec des collaborateurs clés, le Fonds vise à mutualiser les ressources des économies les plus fortes de l'Afrique pour mettre en œuvre sur le continent africain des initiatives agricoles et de sécurité alimentaire dans le cadre du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine voulu par l'Union africaine. Il est dirigé par un comité de pilotage composé actuellement de la Guinée équatoriale, de l'Angola, du Président du Groupe Afrique, du Président de la Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique, de l'Union africaine et de la FAO.

L'ONU appelle à de nouveaux efforts contre les groupes armés dans la région des Grands Lacs d'Afrique



2 décembre - Un groupe d'envoyés spéciaux des Nations Unies et de ses partenaires dans la région des Grands Lacs d'Afrique ont exprimé mardi leur consternation et préoccupation concernant une série de massacres de civils qui a eu lieu dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), en particulier autour de la ville de Beni, dans la province du Nord-Kivu.

La semaine dernière, près de 100 civils, dont principalement des femmes et des enfants, ont été tués, ce qui porte le nombre de victimes à plus de 200 depuis la mi-octobre.

« Les Envoyés spéciaux ont condamné ces massacres qui ont été attribués à la milice des Forces démocratiques alliées et ils ont souligné qu'il ne peut pas y avoir d'impunité pour les responsables des violations des droits de l'homme et du droit humanitaire international », a indiqué le bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs dans un communiqué de presse.

Les Envoyés spéciaux, dont l'Envoyé spécial des Nations Unies pour la région des Grands Lacs, Saïd Djinnit, le Représentant spécial du Secrétaire général en RDC, Martin Kobler, l'Envoyé spécial des Etats-Unis, Russ Feingold, le Représentant spécial de l'Union africaine, Bouabacar Diarra, et le Coordonnateur principal de l'Union européenne, Koen Vervaeke, ont appelé le gouvernement de la RDC à mener une action militaire forte contre ce groupe avec le soutien de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO) et sa brigade d'intervention.

Les envoyés spéciaux ont également demandé une action contre tous les autres groupes armés dans la région, dont les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR), qui ont été confrontés à un ultimatum par la communauté internationale les appelant à se dissoudre avant le 2 janvier ou à faire face à une action militaire. Les envoyés spéciaux ont salué le début de la réinstallation volontaire à Kisangani de certains éléments des FDLR.

Le groupe d'envoyés spéciaux ont aussi rappelé l'urgence d'achever le processus de démobilisation des anciens combattants du M23, en coordination avec les Etats de la région concernés. Ils ont demandé au gouvernement de la RDC d'accélérer le processus de désarmement, démobilisation, réinsertion, rapatriement et réinstallation de ces anciens combattants.

Ban Ki-moon nomme une Américaine comme Représentante spéciale adjointe pour l'Iraq



2 décembre - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a annoncé mardi la nomination de Lise Grande, des Etats-Unis, comme Représentante spéciale adjointe de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI). Mme Grande sera également Coordonnatrice résidente des Nations Unies et Coordonnatrice humanitaire pour l'Iraq.

Elle succèdera à Jacqueline Badcock, du Royaume-Uni, qui est en Iraq depuis mai 2012. Le Secrétaire général a remercié Mme Badcock pour son travail face aux défis humanitaires et

La Coordonnatrice humanitaire de l'ONU de développement en Iraq pour le Soudan du Sud, Lise Grande.

Lise Grande a une grande expérience des pays en situation de conflit et de transition. Elle a travaillé au sein de plusieurs grandes opérations humanitaires et missions de maintien de la paix des Nations Unies. Elle a également travaillé dans les

domaines de la reconstruction et du développement.

Elle est la représentante du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en Inde depuis août 2012. Elle a auparavant été Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général et Coordinatrice humanitaire au Soudan du Sud (2011-2012) ; Résidente adjointe et Coordinatrice humanitaire au Soudan du Sud (2008-2011); Chef du Bureau intégré des Nations Unies en République démocratique du Congo (2005-2008); Coordinatrice résidente et représentante du PNUD en Arménie (2003-2005).